

Panorama de La Réunion

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2 512 km ²
Situation géographique	océan Indien, archipel des Mascareignes, Paris à 9 180 km, Port Louis à 210 km
Langues parlées	Français et créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	54
Représentation nationale	7 députés, 4 sénateurs et 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

Escale sur les routes commerciales de l'océan Indien, La Réunion reçoit durant plusieurs siècles la visite de navigateurs malais, arabes et européens. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663. Le roi de France rachète l'île en 1764, après la faillite de la compagnie des Indes orientales. Celle-ci compte alors 22 000 habitants, dont 18 000 esclaves. Au début du XIX^e siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines d'usines attenantes aux propriétés coloniales.

L'abolition de l'esclavage à La Réunion est proclamée le 20 décembre 1848. L'île est alors peuplée de 103 000 habitants, dont 60 000 esclaves. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. C'est à partir de la fin des années 1950 que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique qui s'accompagne de transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens et portuaires) et la construction de barrages hydroélectriques, d'hôpitaux et d'établissements scolaires.

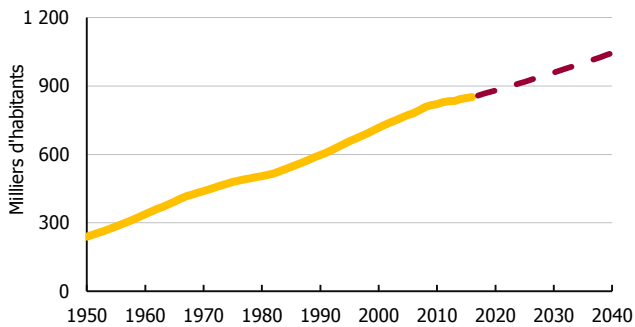
Organisation institutionnelle

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un département français et devient également une Région, suite à la loi du 31 décembre 1982. À la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'outre-mer » (DROM).

La Réunion devient également une région ultrapériphérique (RUP) en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire, qui peut cependant être adapté au titre des caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques. Le département bénéficie de fonds européens au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence », qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union. Le programme européen 2014–2020 a été lancé le 30 avril 2015, lors du premier Comité national de suivi plurifonds des programmes européens. Les aides européennes dédiées à La Réunion s'élèvent à 2,2 milliards d'euros, contre 1,9 milliard d'euros sur la programmation 2007–2013.

POURSUITE DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Population à l'horizon 2040



Source : Insee (Recensements ; estimations de pop. au 1^{er} janvier ; projections)

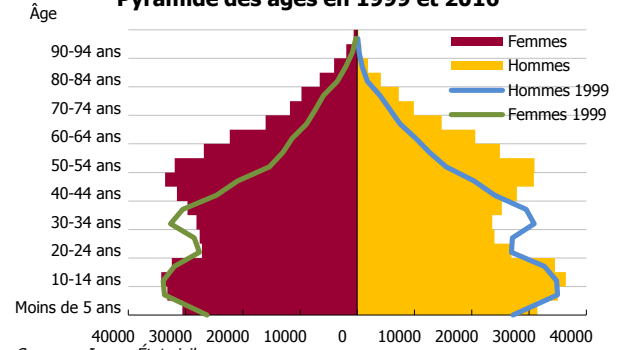
Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'océan Indien, la population réunionnaise est métisse, multiculturelle et pluriculturelle. La population réunionnaise, qui atteint 850 996 habitants au 1^{er} janvier 2016, a été multipliée par 2,1 en 50 ans. L'accroissement naturel explique l'essentiel de cette augmentation, dont le rythme ralentit cependant progressivement, en raison de la réduction du taux de natalité et d'un solde migratoire devenu négatif à partir de 2009. La population de l'île devrait franchir la barre symbolique du million d'habitants vers le milieu des années 2030. Avec un âge moyen de 34,5 ans contre 41 ans pour les métropolitains, le département reste l'un des plus jeunes de France mais devrait vieillir assez rapidement.

Indicateurs démographiques	La Réunion	France
Population (milliers, millions pour la France)	851,0	66,9 ⁽¹⁾
Part des moins de 20 ans (%)	31,5	24,5 ⁽¹⁾
Part des 20 - 59 ans (%)	53,0	50,3 ⁽¹⁾
Part des 60 ans et plus (%)	15,6	25,3 ⁽¹⁾
Densité de population (hab/km ²)	339	119,2 ⁽²⁾
Évol. annuel moy. de la population (%; 2006-2016)	0,9	0,54 ⁽³⁾
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2015)	16,5	11,5 ⁽¹⁾
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2015)	5,2	8,9 ⁽¹⁾
Taux de mort. infantile (pour 1 000 naissances, 2013-2015)	6,7	3,8 ⁽¹⁾
Indice conjoncturel de fécondité (2015)	2,46	1,93 ⁽¹⁾
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2015)	83,6	85,4 ⁽¹⁾
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2015)	77,1	79,3 ⁽¹⁾
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (%; 2011)	22,6	7,0 ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Bilan démographique de l'Insee 2016 ; ⁽²⁾ Métropole en 2016 ; ⁽³⁾ Entre 2006 et 2016 ; ⁽⁴⁾ Enquête IVQ de 2011 conduite sur la population métropolitaine des 16 à 65 ans

Source : Insee

Pyramide des âges en 1999 et 2016

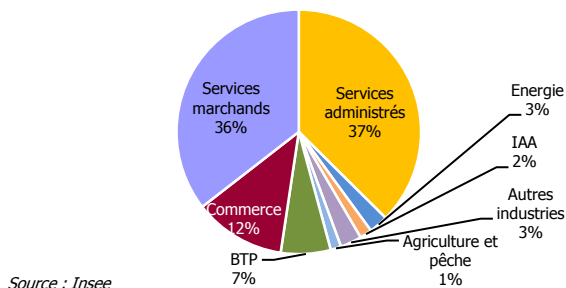


Sources : Insee, État civil

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Entre 1997 et 2007, le produit intérieur brut (PIB) a quasiment doublé, avec une progression de 4,7 % en moyenne par an en termes réels sur la période. La consommation finale a été le principal moteur de la croissance, accompagnée par une forte progression de l'investissement, notamment à partir de 2004. Les incitations fiscales et la mise en œuvre de grands chantiers ont largement participé à cette dynamique. Cependant, en 2008, le ralentissement de la consommation, la réorientation de la politique fiscale et la fin de ces grands travaux ont plongé La Réunion dans la récession (-2,7 % de croissance, en euros constants). Cette situation locale a été aggravée par la crise bancaire internationale, puis de la dette souveraine en zone euro. Depuis, l'économie est repartie de l'avant avec une embellie qui s'est dessinée en 2013, a pris forme en 2014 et se renforce depuis. En 2016, le PIB a progressé de 3,1 % (en euros constants), après +2,8 % en 2015 et 3,1 % en 2014. Les leviers de cette amélioration conjoncturelle sont notamment une inflation historiquement basse et des taux d'intérêt exceptionnellement faibles, auxquels s'ajoutent la montée en puissance de la Nouvelle route du littoral (NRL) et l'assainissement du système bancaire.

Répartition de la valeur ajoutée en 2011



Source : Insee

Principaux indicateurs économiques

	2016	France
PIB (milliards d'euros courants)	18,1	2 182,1
Taux de croissance du PIB (%; euros constants)	3,1	1,3
PIB par habitant (euros courants)	21 293	32 307
Taux de dépendance ⁽¹⁾ aux importations (%)	31,3	30,5 ⁽²⁾
Taux d'inflation (%; en moyenne)	0,1	0,2
Taux de chômage (%; au sens du BIT)	22,4	10,0 ⁽³⁾

⁽¹⁾ Importations de biens et services / PIB ; ⁽²⁾ En 2015 ; Importations de biens et services / PIB ; ⁽³⁾ En moyenne au quatrième trimestre 2016

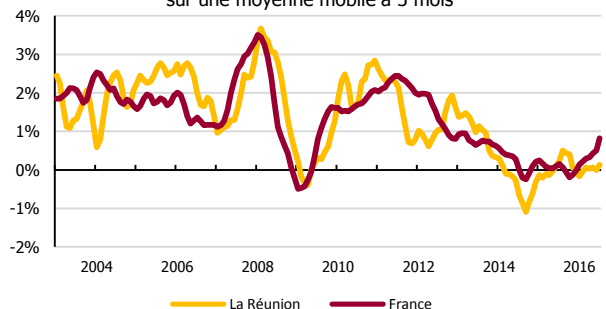
Sources : Insee, Pôle Emploi, Cerom, Douanes

Une inflation contenue

Ces dernières années, la hausse des prix est restée modérée à La Réunion : +0,8 % en moyenne par an entre fin 2006 et fin 2016, ce qui est inférieur à la moyenne observée au niveau national (+1,2 %). La progression moyenne de l'indice des prix à la consommation suit les évolutions des prix du poste « services », principale composante de l'indice, et du poste « alimentation ». Les prix des produits pétroliers sont sujets à des oscillations importantes mais contribuent négativement à la croissance générale des prix depuis deux ans. À la fin décembre 2016, l'inflation à La Réunion est nulle sur un an, inférieure à celle de la France entière. En moyenne sur l'année, les prix sont stables après une baisse sans précédent de 0,3 % en 2015.

Indice des prix à la consommation

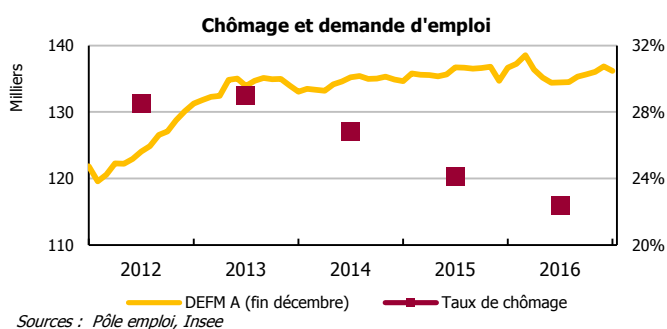
Évolution en glissement annuel lissé sur une moyenne mobile à 3 mois



Source : Insee, Indice des Prix à la Consommation

Un marché du travail déséquilibré, mais en voie d'amélioration

Entre 2000 et 2007, La Réunion a été la région française la plus dynamique en matière de création d'emplois, avec une croissance de 3,0 % en moyenne par an (contre +0,8 % en moyenne au niveau national). Cette progression a permis de faire reculer le taux de chômage sur l'île, qui est cependant resté nettement plus élevé qu'en France métropolitaine (24,6 % contre 7,8 %, en 2007). Toutefois, après la crise, de 2007 à 2013, le chômage a progressé en raison de créations nettes d'emplois insuffisantes (+0,9 % en moyenne par an) et d'une augmentation rapide du vivier de main-d'œuvre disponible (effet démographique et hausse des taux d'activité). Une rupture est néanmoins entamée à partir de 2014 avec l'amorce d'une baisse du taux de chômage. En 2016, il s'établit à 22,4 %, soit -1,7 point et 7 000 chômeurs en moins, grâce à une contraction inédite de la population active (baisse du taux d'activité femmes et des 25-49 ans), couplée à la progression soutenue de l'emploi. Cette amélioration n'empêche pas une situation sur le marché du travail toujours difficile avec 136 890 individus chômeurs inscrits à Pôle emploi 2016 en catégorie A (+0,2 %), auxquels il faut rajouter ceux qui renoncent à s'inscrire par découragement. Neuf emplois sur dix sont des emplois salariés, dont 90 % sont regroupés dans le secteur des services (y compris commerce), dont 38,8 % dans les seuls services non marchands.

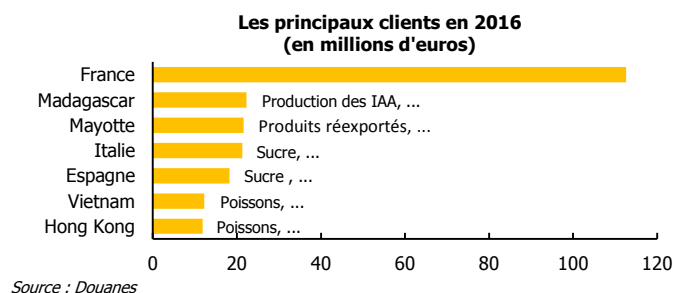
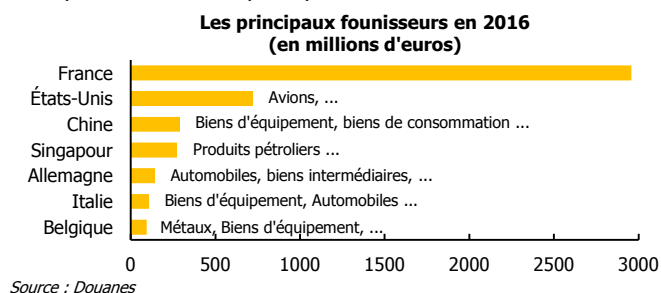


	2005	2015 (p)	TCAM 05-15 ⁽¹⁾
Emploi (milliers)			
Emploi total	226,0	279,8	2,2%
Emploi non salarié	17,2	26,6	4,6%
Emploi salarié	208,8	253,2	2,0%
Agriculture	2,6	3,0	1,5%
Industrie	15,4	17,5	1,3%
BTP	15,4	13,2	-1,0%
Commerce	28,5	32,1	1,2%
Services marchands	57,5	78,8	3,3%
Services non marchands	89,4	108,6	2,0%

(p) provisoire ; (1) TCAM : taux de croissance annuel moyen
Source : Insee

Une balance commerciale structurellement déficitaire

À l'instar des autres départements d'outre-mer et de la majorité des économies insulaires, La Réunion a largement recours aux importations pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, générant ainsi une balance commerciale structurellement déficitaire : les exportations couvrent seulement 5,5 % des importations de biens. L'île exporte essentiellement du sucre et des produits de la pêche, tandis que le reste des exportations concerne principalement des produits réexportés. La France métropolitaine reste le principal fournisseur et client de La Réunion.



Importations en valeur (millions d'euros)	2016
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	111,1
Produits pétroliers et hydrocarbures	399,5
Produits des industries agroalimentaires	848,4
Équip. méca., matériel élec., électro. et informatiques	875,4
Matériels de transport	1539,5
Autres produits industriels	1849,4
Produits de l'édition et autres produits	50,6
Autres	0,9
Total	5674,9

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2016
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	12,9
Hydrocarbures naturels, électricité et déchets	15,5
Produits des industries agroalimentaires	197,4
<i>dont sucre et rhum</i>	<i>97,7</i>
<i>dont produits de la pêche</i>	<i>65,1</i>
Équip. méca., matériel élec., électro. et informatiques	25,1
Matériels de transport	32,2
Autres produits	31,5
Total	314,9

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie réunionnaise se caractérise par la prépondérance des services. Ce secteur se distingue par l'hypertrophie des services non marchands (37,4 % à la richesse de l'île en 2011, contre 22,5 % au niveau national), talonnés de très près par les services marchands (35,5 %). Le faible poids de l'industrie réunionnaise est également une caractéristique majeure de son économie (4,4 % en 2011, contre 13,7 % pour la France entière).

Principaux indicateurs sectoriels	2016	Moyenne décennale	TCAM 06-16 ⁽¹⁾	2016	Moyenne décennale	TCAM 06-16 ⁽¹⁾	
Production agricole (M€)	415	392	1,4%	Importations de ciments (tonnes)	295	369	-4,3%
Production de cannes à sucre (milliers de tonnes)	1 783	1 802	-0,1%	Moyens affectés au logement social (M€)	231	211	13,3%
Production de sucre (milliers de tonnes)	200	198	0,1%	Nombre de touristes (milliers)	458	424	5,7%
Production animale (tonne équivalent carcasse)	25 983	23 713	1,2%	Nb. de nuitées (milliers)	1 156	980	5,2%
Export. de produits de la pêche (tonnes)	3 073	4 212	-0,7%	Nb. de passagers aux aéroports (milliers)	2 171	1 993	4,5%
Effectifs du BTP (à fin décembre)	16 680	18 173	-1,7%	Nb. de médecins	2 420	2 184	5,1%
Logements autorisés en date réelle	8 768	8 596	-2,7%	Nb. d'élèves (public et privé en millier)	221	222	-0,2%

(1) TCAM : taux de croissance annuel moyen

Sources : Douanes, Deal, Sicabat, Ariv, Daaf, eRcane, Caisse des congés payés du BTP, Consuel

(1) TCAM : taux de croissance annuel moyen

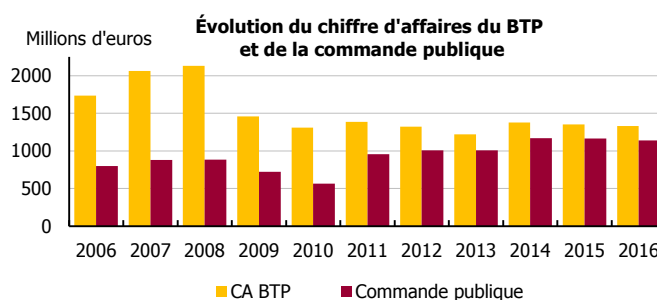
Sources : Rectorat, Dress, Insee, IRT, Douanes, Deal, Société aéroportuaire, syndicat mixte de Pierrefonds

Une industrie sucrière face à la fin des quotas

La canne à sucre a façonné les paysages et l'identité de La Réunion. L'industrie sucrière s'est modernisée et se concentre autour de deux sucreries, qui ont produit en moyenne 1 800 000 tonnes de sucre par an au cours de ces dix dernières années. La filière doit cependant faire face à la fin des quotas, prévue pour octobre 2017, qui se traduira par sa mise en concurrence avec les grands pays producteurs de sucre de canne et le sucre de betterave européen. Elle devrait néanmoins bénéficier de subventions de l'État et se transformer ou se réorienter vers certains débouchés, comme le marché des sucres spéciaux, encore protégé.

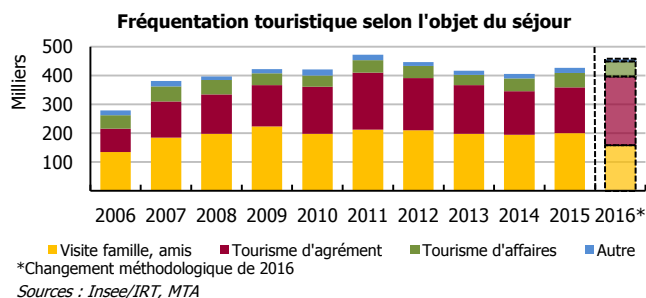
Le BTP tributaire des aides financières de l'État et de la commande publique

Le BTP est un élément moteur du développement économique de l'île. Toutefois, le secteur est fortement dépendant de la conjoncture et des dépenses publiques (86 % de son CA en 2016). Entre 2002 et 2007, la valeur ajoutée du BTP s'est accrue au rythme moyen de 13,3 % par an. Néanmoins, à partir de 2008, le ralentissement de la demande en biens immobiliers s'est traduit par une contraction des ventes et une dégradation du secteur. Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure (route des Tamarins, etc.) et l'abandon de plusieurs projets par les collectivités locales ont amplifié la contraction de l'activité. Ainsi, le chiffre d'affaires du secteur passé de 2 milliards d'euros en 2007 et 2008, à 1,3 milliard d'euros en moyenne par an depuis 2009. Pour autant, la filière reste soutenue par la commande publique, en particulier grâce à la construction de logements sociaux et au chantier de la NRL (débuté en 2014). En 2016, le chiffre d'affaires du BTP s'inscrit cependant en baisse pour la troisième année consécutive, en raison de la réduction de l'activité dans le logement social et malgré une hausse de la commande publique et un maintien des dépenses liées à la NRL.



Source : CERBTB

Une activité touristique qui reprend de la vigueur



*Changement méthodologique de 2016

Sources : Insee/IRT, MTA

Le secteur touristique représente la première source d'exportation de La Réunion, bien qu'ayant un faible poids dans la valeur ajoutée totale. En 2013, l'industrie du tourisme à La Réunion regroupe plus de 4 700 entreprises (9,8 % du total de l'île). Plus de la moitié des dépenses touristiques proviennent des touristes locaux. Avec 458 261 touristes en 2016 (dont 80,6 % de métropolitains), la fréquentation retrouve son niveau du début des années 2000 (crise du chikungunya). La croisière tente d'émerger (multiplication par 4 sur les deux dernières années), avec près de 37 000 passagers.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le marché du crédit à La Réunion reste relativement concentré. L'île compte 20 institutions (25 en 2010) soumises à la loi bancaire qui participent au système d'intermédiation financière : 9 ont le statut d'établissement de crédit, 6 celui d'établissement de crédit spécialisé et 5 de société de financement. Leur nombre continue de baisser en 2016, suite à la fusion entre la Caisse d'épargne et la Banque de La Réunion. Le nombre de comptes à la clientèle et de guichets bancaires a légèrement baissé en 2016 (loi Eckert), tandis que celui de distributeurs automatiques a augmenté. La bancarisation inférieure au niveau national n'implique cependant pas une moindre accessibilité aux services bancaires, en raison de la concentration de la population en zone côtière. Avant la crise, l'accompagnement par les établissements de crédit de l'économie réunionnaise s'est traduit par une forte croissance des concours consentis à l'ensemble des agents économiques (+8,7 % en moyenne par an de 2000 à 2008). Après celle-ci, le rythme s'est ralenti tout en restant positif (+2,5 % en moyenne par an depuis 2008), soutenu par le rôle grandissant des prêteurs institutionnels. Les principaux concours de crédit sont portés par les secteurs des activités immobilières (environ la moitié de ceux-ci), du commerce et de l'industrie. Les acteurs bancaires poursuivent leur adaptation aux nouvelles contraintes réglementaires et poursuivent l'assainissement de leur portefeuille. Après avoir atteint un pic à 6,6 % début 2012, le taux de créances douteuses se situe désormais à 4,0 %.

Indicateurs monétaires et financiers

	2000	2016	France
Nombre d'hab. par guichet bancaire	8 673	3 502	1713
Nombre d'hab. par guichet automatique	2 891	1 330	1093
Nombre de comptes courants par hab.	0,65	0,96	1,26 ⁽¹⁾
Actifs financiers des agents éco. (Md€)	5,7	13,5	1 948 ⁽¹⁾
Encours sains des agents éco. (Md€)	8,7	19,7	2 384 ⁽¹⁾
Taux de créances douteuses (%) ⁽²⁾	5,5	4,0	3,2 ⁽¹⁾

(1) En 2015

(2) créances douteuses / ensemble des concours

Sources : IEDOM, données au 31 décembre ; Banque de France

Indicateurs d'entreprises

	2016
Actifs financiers (millions d'euros, à fin déc.)	3 137
Concours bancaires (millions d'euros, à fin déc.)	8 728
dont crédits d'exploitation	1 080
dont crédits d'investissement	3 717
dont crédits à la construction	3 920
Coût moyen du crédit à moyen et long termes (décembre 2016)	2,79%

(1) auprès des établissements de crédit locaux ; (2) concours sur l'ensemble des établissements de crédit

Source : IEDOM, données au 31 décembre

Indicateurs ménages

	2016
Actifs financiers (millions d'euros, à fin déc.)	9 255
Concours bancaires (millions d'euros, à fin déc.)	7 969
dont crédits à la consommation	1 710
dont crédits à l'habitat	6 253
Créances douteuses nettes (millions d'euros)	105
Nombre de dossiers de surendettement	1 281

(1) auprès des établissements de crédit locaux ; (2) concours sur l'ensemble des établissements de crédit

Source : IEDOM, données au 31 décembre

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : août 2017 - Dépôt légal : août 2017 - ISSN 1952-9619